

## Résumé

Parmi les motifs invoqués pour faire la promotion de la démocratie à l'étranger, on affirme parfois qu'un système politique qui repose sur la transparence et la responsabilité, ainsi que sur le respect des droits de la personne et de la primauté du droit, et qui privilégie en même temps la formulation des politiques en fonction de choix éclairés, est mieux à même que les autres systèmes de gouvernement à favoriser le développement d'une économie de marché dynamique.

Comme le montre David Gillies au moyen d'une dystopie du développement, s'il est vrai que les institutions politiques peuvent avoir sur la performance d'une économie une influence favorable ou défavorable, les rapports entre le régime politique, les choix stratégiques et le rendement économique sont souvent plus complexes que ne le croient certains champions des idéaux démocratiques.

L'auteur passe en revue les arguments auxquels font appel les donateurs d'aide pour expliquer pourquoi ils ont choisi de promouvoir les droits, la démocratie et la bonne gouvernance. Il examine également les rapports de recherche qui remettent en question les liens de cause à effet entre démocratie et croissance, soulignant l'importance que revêt la qualité de la gouvernance comme facteur contribuant au rendement de l'économie.

David Gillies se penche en outre sur la place qu'occupent les considérations politiques dans la formulation de l'aide au développement. Il montre que les donateurs bilatéraux ont décidé d'intégrer les droits de la personne, la démocratisation et la bonne gouvernance parmi les objectifs du développement après que la Banque mondiale eut déclaré qu'une crise de gouvernance était à l'origine du sous-développement en Afrique. Aux yeux de certains organismes d'aide publique, la gouvernance est d'ailleurs devenue la variable politique centrale.

Gillies examine ensuite les résultats de travaux empiriques consacrés aux liens entre la démocratie et la croissance. Existe-t-il un cercle vertueux qui fait que les deux vont main dans la main ? Faut-il plutôt faire un choix cruel entre elles ? Ou bien doit-on plutôt conclure qu'il n'y a entre démocratie et croissance économique aucun lien probant ? Les résultats des études indiquent qu'il n'y a aucune loi inexorable ni aucun lien de causalité irréductible entre la démocratie et la prospérité. En particulier, l'expérience observée en Asie de l'Est et du Sud-Est montre que la nature du régime politique d'un pays ne peut servir à prédire la performance de son économie et qu'il est possible de gouverner efficacement un État non démocratique. La démocratie semble néanmoins avoir un effet indirect sur la croissance en raison de son impact positif sur certains éléments essentiels au développement économique dont en particulier l'instruction, la formation de capital humain, l'inflation, les investissements et les inégalités de revenu.

Si les liens entre la démocratie et la performance économique sont tout au plus indirects, les donateurs devraient peut-être abandonner l'approche ultra-idéaliste (« tous les bons objectifs s'appuient réciproquement ») en faveur d'ambitions moins transcendantes portant sur les conditions propres à favoriser la croissance, par exemple en encourageant la responsabilité économique et la transparence, ainsi que la mise en place d'un ensemble de règles prévisibles régissant les interactions économiques et la politique publique. En l'absence d'un lien empirique étroit entre démocratie et croissance économique, les donateurs internationaux devront peut-être se tourner vers d'autres éléments, telles les valeurs rattachées à la politique étrangère, pour faire valoir les mérites intrinsèques des principes de la démocratie libérale.

## Résumé

L'évolution récente de la situation en Iraq met en relief la complexité des dilemmes qui accompagnent les processus de démocratisation entrepris à la suite d'un conflit. À quel moment, par exemple, convient-il de tenir des élections dans le cadre d'un processus de consolidation de la paix après un conflit ? Quel rôle les instances internationales et les acteurs nationaux de l'extérieur peuvent-ils jouer sans risquer de compromettre ce processus ? Dans quelle mesure la nature même du processus influe-t-elle sur ses perspectives de réussite ?

Il y a longtemps que la démocratisation fait partie, de manière implicite ou explicite, des politiques étrangères des États occidentaux. Depuis la fin de la guerre froide, elle est un élément central des accords de paix et des programmes de consolidation de la paix entrepris sous les auspices des Nations Unies après la fin d'un conflit. La portée de plus en plus vaste et le nombre grandissant des processus de démocratisation lancés au cours de cette période fournissent les éléments d'information nécessaires pour réévaluer les théories et les expériences actuelles. Ces développements ont des incidences sur la formulation de la politique nationale et internationale, de même que sur les analyses universitaires.

Poursuivant des démarches souvent parallèles, les Nations Unies, les chercheurs et les décideurs politiques ont entrepris de réviser leurs analyses à la lumière de l'expérience récente. Jane Boulden examine ces deux éléments de la réflexion et de l'activité en matière de démocratisation dans le but, tout au moins en partie, de déterminer s'il y a ou non des symétries entre eux. Elle relève également certaines questions qu'il convient de se poser alors que les Nations Unies et des pays comme le Canada continuent de jouer un rôle actif dans les processus de démocratisation.

L'auteure ajoute qu'il faut se pencher beaucoup plus attentivement sur les détails de ce processus et mieux comprendre les engagements en temps et en ressources nécessaires pour le soutenir. En particulier, les décideurs devraient s'employer à assurer un meilleur équilibre entre les principes du libéralisme et ceux de la démocratisation. Cette approche devrait aussi tenir compte des perceptions de ceux à qui s'adresse le processus de démocratisation. Elle devrait enfin être le fruit d'une réflexion plus directe sur la question de savoir si les valeurs démocratiques sont des principes intrinsèques ou si elles découlent plutôt des succès remportés par les projets de démocratie libérale, notamment dans les sociétés occidentales.